**TRAME A ADAPTER ET COMPLÉTER**

**COLLECTIVITÉS AFFILIÉES DE +50 AGENTS**

**ORGANISATION DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES**

**RÉUNION DE CONSULTATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES**

**Jour X Mois 2022**

**ORDRE DU JOUR :**

* Communication des effectifs au 1er janvier 2022 des agents relevant du CST, comportant la proportion d’hommes et de femmes
* Détermination du nombre de représentants titulaires du personnel
* Question du paritarisme entre les 2 collèges
* Question du recueil de l’avis des représentants des collectivités sur tout ou partie des questions sur lesquelles le CST émet un avis
* Création de la formation spécialisée (article 9 à 16 du décret n°2021-571)
* Calendrier prévisionnel.

**PARTICIPANTS :**

-

-

-

-

**INTRODUCTION**

L’article L112-1 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP) consacre le droit des fonctionnaires à la participation :

*« les agents publics participent, par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans des organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'élaboration des règles statutaires régissant les fonctionnaires et des règles relatives aux conditions d'emploi des agents contractuels, à la définition des orientations en matière de politique de ressources humaines et à l'examen de certaines décisions individuelles. »*

Pour la fonction publique territoriale, le CGFP organise le fonctionnement des instances suivantes :

- **Commission Administrative Paritaire** (CAP) : articles L261-1 à L264-4.

- **Commission Consultative Paritaire** (CCP) : articles L272-1 à L272-2.

- **Comités Sociaux Territoriaux** (CST) : articles L251-1 à L254-6.

Par ailleurs la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a supprimé les groupes hiérarchiques des CAP et instauré une CCP unique à compter du renouvellement des instances consultatives de 2022.

Outre les dispositions législatives déjà mentionnées, ces organismes paritaires sont régis par :

- le décret n°85-397 du 3 avril 1985 relatif à l’exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale,

- le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion,

- le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

- le décret n°88-145 du 15 février 1989 relatif aux agents non-titulaires de la fonction publique territoriale,

- le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commission consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale,

- le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités locales et de leurs établissements publics,

- le décret n°2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique

Notre collectivité comportant moins de 350 agents relève de la CAP et de la CCP placées auprès du Centre de Gestion.

En revanche, disposant de plus de 50 agents (ou ayant décidé de créer un CST commun avec ...) elle doit procéder à l’élection de son CST.

La date des élections pour le renouvellement général des organismes consultatifs au sein desquels s'exerce la participation des fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière est fixée au 8 décembre 2022 par [l’arrêté du 9 mars 2022](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045327633).

La généralisation du vote électronique devient la règle (sauf dérogations) uniquement dans la fonction publique d’État.

L’assemblée délibérante doit notamment, avant le 8 juin prochain, déterminer le nombre de représentants par instance.

C’est dans cet objectif que cette première réunion de consultation des organisations syndicales représentées au sein du Comité Technique est organisée aujourd’hui.

1. **COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL**

La création du CST est obligatoire dans toutes les collectivités et établissements publics employant au moins 50 agents. En-deçà, il est placé auprès du CDG.

Un CST commun peut être créé, par délibérations concordantes, à condition que l’effectif global des collectivités et établissements concernés soit d’au moins 50 agents.

Conditions à remplir pour être électeur

- Les titulaires qui sont en position d'activité, en congé parental, accueillis en détachement, mis à disposition de la collectivité ou de l'établissement.

- Les stagiaires qui sont en position d'activité, en congé parental.

- Les agents contractuels de droit public ou de droit privé (CAE, contrats PEC, contrat d’apprentissage, assistants maternels,…) qui bénéficient :

. d'un contrat à durée indéterminée,

. d'un contrat d'une durée minimale de six mois et qui sont en poste depuis au moins 2 mois (soit depuis le 01/11/2021),

. d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois.

En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental.

- Les agents mis à disposition des organisations syndicales sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

- Les agents mis à disposition ou détachés auprès d’un groupement d’intérêt public ou d’une autorité publique indépendante sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

Sont donc exclus les fonctionnaires en disponibilité ou en congé spécial, les agents contractuels en congé non rémunéré, les fonctionnaires et contractuels mis à disposition auprès d’un autre organisme, les fonctionnaires en détachement, ainsi que les agents (fonctionnaires et contractuels) accomplissant le service national ou des activités de réserve.

Cas particuliers :

Les agents qui exercent dans plusieurs collectivités, votent une seule fois si les collectivités relèvent du même CST, et plusieurs fois si les collectivités relèvent de CST différents :

. Les agents exerçant au sein de plusieurs collectivités relevant du ressort du CST placé auprès du centre de gestion sont électeurs au sein de la collectivité qui les emploie pour le plus grand nombre d'heures. Si le nombre d’heures est égal, ils votent dans la collectivité qui les a recrutés en premier.

. Les agents exerçant au sein de plusieurs collectivités, dont l’une relève du ressort du CST placé auprès du centre de gestion et l’autre ayant son propre CST, votent dans chacune des collectivités.

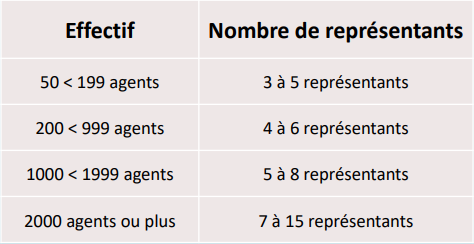
Effectifs au 1er janvier 2022 des agents relevant du CST

Les effectifs des fonctionnaires relevant du CST au 1er janvier 2022, peuvent être fixés comme suit :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Sexes | | | | **TOTAL** |
| Hommes | Part | Femmes | Part |
| Effectifs |  | % |  | % |  |

Détermination du nombre de représentants

Le nombre de représentants titulaires du personnel est déterminé en proportion de l’effectif d’agents contractuels, selon le tableau suivant :



* Actuellement, le nombre de représentants est au nombre de X.

Il est proposé de maintenir ce nombre de représentants titulaires à X.

Le nombre de suppléants est obligatoirement égal à celui des titulaires.

Pour favoriser l’égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales, les listes de candidats aux élections professionnelles seront composées d’un nombre de femmes et d’hommescorrespondant à la part de femmes et d’hommes représentés au sein de la CST.

Ce nombre est calculé sur l’ensemble des candidats inscrits sur la liste. Lorsque l’application de la règle n’aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l’organisation syndicale procède indifféremment à l’arrondi à l’entier inférieur ou supérieur.

Question du paritarisme entre les 2 collèges

L’article 6 du décret n°2021-571 indique que *« Les membres des comités sociaux territoriaux représentant les collectivités territoriales ou établissements publics forment avec le président du comité le collège des représentants des collectivités et établissements publics. Le nombre de membres de ce collège ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel au sein du comité. »*

* Détermination du nombre de membres de ce collège : inférieur ou égal (paritarisme)

Question du recueil de l’avis des représentants des collectivités sur tout ou partie des questions sur lesquelles le CST émet un avis

L’article 30 du décret n°2021-571 indique que la délibération *« peut prévoir le recueil par le comité social territorial de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement sur tout ou partie des questions sur lesquelles ces instances émettent un avis »*.

* Proposition.

Formation spécialisée

L’article L.251-9 du CGFP stipule : *« Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant deux cents agents au moins.*

*En dessous de ce seuil, cette formation peut être créée par décision de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement concerné lorsque des risques professionnels particuliers le justifient ».*

Les articles 9 à 16 du décret n°2021-571 détaillent les dispositions propres à la formation spécialisée.

Le nombre de représentants du personnel titulaires dans la formation spécialisée du comité est égal au nombre de représentants du personnel titulaires dans le comité social territorial.

Le nombre de représentants de la collectivité territoriale ou de l'établissement au sein de chaque formation spécialisée ne peut excéder le nombre de représentants du personnel au sein de cette formation.

* Proposition.

Si création d’une formation spécialisée : proposition de détermination du nombre de représentants suppléants (si porté à 2 suppléants pour 1 titulaire, avis préalable du CST requis).

Proposition de recueil des avis des représentants de la collectivité ou de l’établissement sur tout ou partie des questions relevant de cette formation spécialisée.

1. **CALENDRIER PRÉVISIONNEL**

La date des élections est fixée par arrêté interministériel au 8 décembre 2022.

Le calendrier prévisionnel suivant est établi sur la base d’un vote à l’urne.

* XXXX  : délibération du Conseil Municipal / Conseil d’Administration portant détermination du nombre de représentants du personnel…
* Juin : 2ème réunion de consultation des O.S.
* 1ere quinzaine de juillet : délibération du Conseil Municipal / Conseil d’Administration portant détermination des modalités de vote
* 9 octobre : date limite de publication de la liste électorale
* Entre le 9 et le 19 octobre : réclamations formulées auprès de l’autorité territoriale
* 24 octobre : date limite de modification de la liste électorale (sauf événement entraînant la qualité ou la perte d’électeur d’un agent jusqu’au 7/12)
* 27 octobre : date limite de dépôt des listes de candidats
* 28 octobre : date limite de recevabilité de la qualité d’O.S. admis à déposer une liste et date limite de modification de liste (sauf si un candidat est reconnu inéligible)

Si le fait motivant l’inéligibilité intervient après la date limite de dépôt des listes, le candidat inéligible peut être remplacé jusqu’au 15ème jour précédant la date du scrutin : soit entre le 27/10 et le 23/11.

* 29 octobre : date limite d’affichage des listes de candidats
* 30 octobre : date limite de contestation par l’O.S. devant le T.A.
* 31 octobre : date limite d’information des délégués de liste de l’impossibilité de déposer plusieurs listes pour une même union
* 2 novembre : date limite d’information des délégués de liste de l’inéligibilité de candidats
* 4 novembre : date limite pour les délégués de liste pour retirer ou modifier chacune des listes mises en cause
* 7 novembre : date limite de rectification de candidats inéligibles
* 8 novembre : date limite pour affichage de la liste des agents admis à voter par correspondance (cf. 3ème al. de l’art. 43 du décret n°2021-571).
* 13 novembre : date limite de rectification de la liste des agents admis à voter par correspondance.
* 23 novembre : date limite de rectification de candidat inéligible si ce caractère intervient après la date limite du dépôt des listes
* Le 28 novembre : date limite de transmission aux électeurs exceptionnellement admis à voter par correspondance du matériel de vote.
* Le 8 décembre : date limite de réception des votes par correspondance adressés au bureau central.

Les modèles des bulletins de vote et enveloppes intérieures et extérieures doit être fixé par l’autorité territoriale, après consultation des organisations syndicales. Cette consultation pourra avoir lieu lors d’une prochaine réunion.

Questions diverses